

unité départementale d'Ille et Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 RENNES

RENNES, le 11 janvier 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/12/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ENERFEES - Les Fermiers de Janzé

ZA de la Chauvelière
Rue Charles Lindbergh
35150 Janzé

Références : UD2024-16
Code AIOT : 0005521764

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/12/2023 dans l'établissement ENERFEES - Les Fermiers de Janzé implanté Zone d'activité du Bois du Teillay 35150 Janzé. L'inspection a été annoncée le 30/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Lors de la visite d'inspection du 14/12/22, de nombreux points de non-conformités avaient été constatés. Un projet de mise en demeure a été émis (resté sans suite). Le responsable d'exploitation avait transmis quelques éléments de réponse le 26/03/23 ne permettant pas de lever l'ensemble des non-conformités. Début septembre, le responsable d'exploitation a quitté l'établissement et n'a été remplacé qu'au 1er décembre 2023 par une personne ayant travaillé au démarrage du site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ENERFEES - Les Fermiers de Janzé
- Zone d'activité du Bois du Teillay 35150 Janzé
- Code AIOT : 0005521764
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement est un site de méthanisation de matières organiques dans le but de produire du biométhane injectable dans le réseau ainsi que des matières fertilisantes utilisable en agriculture.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Conformité au dossier d'autorisation
- Mise en place des procédures :
- Respect des prescriptions de lutte contre les risques de pollutions, d'explosion et d'incendie.

L'objectif de la visite était de constater les mesures correctives prises par l'établissement ENERFEES suite à la visite d'inspections du 14 décembre 2022.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Conception et aménagement général des installations	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article Article 3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription	60 jours
6	Consignes et signalétiques relatives aux risques d'incendie et d'explosion	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 8	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription	60 jours
9	Phase de démarrage	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 26	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Mise en demeure, respect de prescription	60 jours
10	Rétentions	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 42, sauf :- Point I, alinéa 5, phrase 1- Point I, alinéa 6- Point II, alinéa 4	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription	60 jours
13	Dossier de conformité	Arrêté Préfectoral du 16/07/2020, article Article 1.7	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Programme de maintenance préventive	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 39	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
7	Zones à atmosphères explosives (ATEX)	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 36 :- Alinéa 1- Alinéa 2- Alinéa 4, phrase 1- Alinéa 6	Susceptible de suites	Sans objet
11	Isolement des eaux accidentelles	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 43, sauf alinéas 1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Contrôle des accès à l'installation	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article Article 5	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
3	Astreinte	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 50 bis	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
5	Formation des personnes intervenant sur site	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 22	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
8	Injection d'air dans le biogaz	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 35	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
12	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 16/07/2020, article Article 4.2.2	Susceptible de suites	Sans objet
14	Destruction du biogaz	Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article article 10 (sauf alinéa 4)	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

De nombreux points ont été corrigés depuis l'inspection du 14/12/2022. Cependant l'exploitant doit encore rédiger un certain nombre de procédures qui auraient dû l'être avant la mise en service. L'exploitant a choisi de se faire accompagner pour y parvenir et un nouveau responsable d'exploitation vient de prendre son poste. L'étanchéité des aires de rétention des eaux doit également être justifiée.

L'inspection propose à Monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter les prescriptions édictées par les arrêtés ministériels et préfectoraux auxquels il est soumis.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conception et aménagement général des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, Article 3
Thème(s) : Actions nationales 2022, Implantation
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 14/12/2022
Prescription contrôlée : L'installation est implantée et réalisée conformément aux plans joints à la demande d'autorisation. Le plan détaillé précisant les emplacements des différents équipements et les dispositifs associés ainsi que les adaptations réalisées est mis à jour chaque fois que nécessaire.
Constats : Constat du 14/12/22 : L'installation présente des mises en œuvre qui diffèrent des plans fournis. Notamment pour les ouvrages de réception des déchets solides qui ne respectent pas les caractéristiques inscrites à l'art 1.2.3 de l'arrêté Préfectoral d'autorisation du 16 juillet 2020. De même, la fosse à fumier a une capacité de 1200 m ³ , au lieu de 800 m ³ comme initialement prévu. L'inspection a également constaté une évolution de l'implantation du local électrique Suite à l'inspection du 14/12/2022, l'exploitant a fait les démarches de régularisation auprès du service urbanisme (récépissé de dépôt d'une demande de modification d'un permis de construire délivré en cours de validité en date du 23/12/23), mais aucune démarche de Porter à Connaissance n'a été faite vis-à-vis des services de la DREAL. Pour rappel, il appartient à l'exploitant de lister l'ensemble des évolutions par rapport au dossier d'autorisation et de se mettre en conformité ou, le cas échéant, de porter à la connaissance du préfet l'ensemble de ces modifications en évaluant les différents impacts environnementaux induits par ses modifications et en se positionnant sur leur éventuel caractère substantiel.
Observations : L'inspection demande à l'exploitant de transmettre un dossier de porter à connaissance contenant les éléments nécessaires à la régularisation de la situation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 60 jours

N° 2 : Contrôle des accès à l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article Article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Clôture
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">lors de la visite d'inspection du 14/12/2022
Prescription contrôlée : <p>L'installation est ceinte d'une clôture d'une hauteur minimale de 2 mètres de manière à interdire toute entrée non autorisée à l'intérieur du site. Toutefois, pour les installations implantées sur le même site qu'une autre installation classée dont le site est déjà clôturé, l'exploitant peut justifier dans l'étude d'impact qu'une simple signalétique peut être suffisante. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures de réception des matières à traiter. ...</p>
Constats : <p>L'exploitation est ceinte d'une clôture de 2m posée sur le pourtour de la parcelle. L'entrée sur le site se fait par le franchissement d'un portail géré par une télécommande.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Astreinte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 50 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">lors de la visite d'inspection du 14/12/2022
Prescription contrôlée : <p>Une astreinte opérationnelle vingt-quatre heures sur vingt-quatre est organisée sur le site de l'installation. L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'un service de maintenance et de surveillance du site composé d'une ou plusieurs personnes qualifiées, désignées par écrit par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients induits et des produits utilisés ou stockés dans l'installation.</p> <p>Ce service pourra être renforcé par du personnel de sous-traitance qualifié. Cette sous-traitance est obligatoire dès lors que l'exploitant n'a désigné, hors sous-traitance, qu'une seule personne pour la surveillance du site. Lorsque la surveillance de l'exploitation est indirecte, celle-ci est opérée à l'aide de dispositifs connectés permettant au service de maintenance et de surveillance d'intervenir dans un délai de moins de 30 minutes suivant la détection de gaz, de flamme, ou de tout phénomène de dérive du processus de digestion ou de stockage du percolat susceptible de provoquer des déversements, incendies ou explosions. L'organisation mise en place est notifiée à l'inspection des installations classées.</p>
Constats : <p>Les astreintes sont organisées sur un effectif de 4 personnes désignées et effectuées par rotation hebdomadaire. Le planning des astreintes est affiché à l'entrée du bâtiment.</p> <p>Le planning papier présenté lors de la visite d'inspection comportait des corrections manuscrites. L'inspection fait remarquer que certaines corrections n'étaient pas explicites et qu'un système de validation formaliserait les changements de planning.</p> <p>Les salariés d'astreinte sont équipés d'un téléphone d'astreinte permettant de réagir en cas de déclenchement d'alarme. Ils ont accès, à distance, à l'ensemble des commandes du site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Programme de maintenance préventive

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 39
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 14/12/2022
Prescription contrôlée : <p>Un programme de maintenance préventive et de vérification périodique des canalisations, du mélangeur et des principaux équipements intéressant la sécurité (alarmes, détecteurs de gaz, injection d'air dans le biogaz...) et la prévention des émissions odorantes est élaboré avant la mise en service de l'installation.</p> <p>Ce programme est périodiquement révisé au cours de la vie de l'installation, en fonction des équipements mis en place. Ce programme inclut notamment, y compris pour les installations existantes dès la publication de cet arrêté, la maintenance des soupapes par un nettoyage approprié, y compris le cas échéant de la garde hydraulique, le contrôle des capteurs de pression ainsi que leur étalonnage régulier sur des plages de mesures adaptées au fonctionnement de l'installation, et le contrôle semestriel de l'étanchéité des équipements (par exemple, système d'ancrage du stockage tampon de biogaz, joints des hublots, introduction dans un ouvrage, trappes d'accès et trous d'hommes) vis-à-vis du risque de corrosion. La pression de tarage de chaque soupape est recensée dans le programme de maintenance préventive.</p> <p>...</p>
Constats : <p>Le document remis par l'exploitant ne constitue pas un programme de maintenance préventive. Il permet de connaître les équipements suivis et les vérifications à réaliser sans pour autant pouvoir connaître les fréquences de chaque tâche.</p> <p>Pour autant, des actions de maintenance sont mise en place :</p> <ul style="list-style-type: none">• L'exploitant a signé un contrat de maintenance avec le constructeur (contrat présenté lors de la visite). L'exploitant est avisé des interventions. Il reçoit la liste des opérations préalables à réaliser ainsi que des matières et matériels nécessaires. Lors de la visite, l'exploitant n'a pas pu fournir de rapport d'intervention.• L'ancien responsable du site a mis en place un système de suivi papier des points de contrôle à réaliser à des dates précises. Les grilles de suivi, de l'année entière, avaient été éditées et ont été remplies manuellement par les salariés. Ce système est censé permettre de suivre les points de contrôle réalisés par les salariés lors de leur ronde mais en réalité ne détaille pas les actions menées. <p>L'inspection fait remarquer que ce système de suivi, sans reporting informatisé ni détails des opérations programmés (actions et fréquences), ne lui permet pas de contrôler l'effectivité du respect de la prescription.</p>
Observations : <p>Un outil de programmation et de suivi des opérations de maintenance préventive doit être mis en place afin de répondre à la prescription. L'inspection rappelle que l'exploitant est responsable de son outil de travail et qu'il doit avoir connaissance de l'ensemble des opérations réalisées par ses sous-traitants.</p> <p>L'inspection demande à recevoir les derniers rapports d'interventions de maintenance préventives effectué sur les appareils de mesure, sous un délai d'un mois.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 5 : Formation des personnes intervenant sur site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 22
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 14/12/2022
Prescription contrôlée : <p>Avant le premier démarrage des installations, l'exploitant et son personnel, y compris le personnel intérimaire, sont formés à la prévention des nuisances et des risques générés par le fonctionnement et la maintenance de l'installation, à la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et à la mise en œuvre des moyens d'intervention.</p> <p>Les formations appropriées pour satisfaire ces dispositions sont dispensées par des organismes reconnus ou des personnels compétents sélectionnés par l'exploitant. Le contenu des formations est décrit et leur adéquation aux besoins et aux équipements installés est justifiée. La formation initiale mentionnée à l'alinéa précédent est délivrée à toute personne nouvellement embauchée. Elle est renouvelée selon une périodicité spécifiée par l'exploitant et validée par les organismes ou personnels compétents ayant effectué la formation initiale. Le contenu de cette formation peut s'appuyer sur des guides faisant référence.</p> <p>A l'issue de chaque formation, les organismes ou personnels compétents établissent une attestation de formation précisant les coordonnées du formateur, la date de réalisation de la formation, le thème, le contenu de la formation et sa durée en heures. Cette attestation est délivrée à chaque personne ayant suivi les formations.</p> <p>Avant toute intervention, les prestataires extérieurs sont sensibilisés aux risques générés par leur intervention. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents attestant du respect des dispositions du présent article.</p>
Constats : <p>Constat du 14/12/2022 : Actuellement seul le responsable d'exploitation a suivi des formations. Les 3 autres salariés ont été embauchés le 5 décembre 2022. Un plan de formation a été présenté lors de la visite. Les formations extérieures se dérouleront au 1er semestre 2023 dont la majorité sera suivie au cours du 1er trimestre.</p> <p>L'exploitant sera accompagné par la société qui a fourni les équipements de méthanisation, durant, a minima, le premier trimestre.</p> <p>Le document de sécurités pour les intervenants extérieurs a été présenté lors de l'inspection</p> <p>Lors de la visite du 11/12/23 l'exploitant a transmis le plan de formation ainsi que les attestations de formations suivies par les salariés.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Consignes et signalétiques relatives aux risques d'incendie et d'explosion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 8
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 14/12/2022
Prescription contrôlée : <p>Des consignes relatives à la prévention des risques sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Elles font l'objet d'une communication au personnel permanent ainsi qu'aux intérimaires et personnels des entreprises extérieures appelés à intervenir sur les installations. Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">-l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf délivrance préalable d'un permis de feu ;-l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;-l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;-l'obligation d'un permis d'intervention pour les parties concernées de l'installation ;-les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ainsi que les conditions de destruction ou de relargage du biogaz ;-les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses, et notamment du biogaz ;-les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 39 ;-les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;-la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, du personnel d'astreinte visé à l'article 50 bis, des services d'incendie et de secours, etc. ;-la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées ;-les instructions de maintenance et de nettoyage ;-l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. <p>L'exploitant justifie la conformité avec les prescriptions du présent article en listant les consignes qu'il met en place et en faisant apparaître la date de dernière modification de chacune.</p>
Constats : <p>L'exploitant a affiché les consignes qui ont été rédigées depuis l'inspection du 14/12/22. (Interdiction d'apporter du feu - interdiction de fumer – interdiction de tout brûlage à l'air libre - obligation d'un permis d'intervention - mesure à prendre en cas de fuite de gaz – moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie – procédure d'alerte).</p> <p>L'exploitant reconnaît qu'il manque encore des consignes.</p>
Observations : <p>L'inspection demande à l'exploitant de se conformer à la prescription en rédigeant, affichant et faisant respecter l'ensemble des consignes relatives aux risques d'incendie et d'explosion.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 60 jours

N° 7 : Zones à atmosphères explosives (ATEX)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 36 :- Alinéa 1- Alinéa 2- Alinéa 4, phrase 1- Alinéa 6
Thème(s) : Actions nationales 2022, Risques d'incendie et d'explosion
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 14/12/2022
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant identifie les zones présentant un risque de présence d'atmosphère explosive, qui peut également se superposer à un risque toxique. Ce risque est signalé et, lorsqu'elles sont confinées (local contenant notamment des canalisations de biogaz), ces zones sont équipées de détecteurs fixes de méthane ou d'alarmes. Une alarme sonore et visuelle est mise en place pour se déclencher lors d'une détection supérieure ou égale à 10 % de la limite inférieure d'explosivité du méthane.</p> <p>Le risque d'explosion ou toxique est reporté sur un plan général des ateliers et des stockages, affiché à l'entrée de l'unité de méthanisation, et indiquant les différentes zones correspondant à ces risques. Dans chacune des zones ATEX, l'exploitant identifie les équipements ou phénomènes susceptibles de provoquer une explosion ou un risque toxique et les reporte sur le plan ainsi que dans le programme de maintenance préventive visé à l'article 39.</p> <p>Les installations électriques des dispositifs de ventilation et de sécurité (torchère notamment) de l'installation (y compris celles relatives aux locaux de cogénération et/ ou d'épuration) et les équipements nécessaires à sa surveillance sont raccordées à une alimentation de secours électrique.</p> <p>L'exploitant assure ou fait effectuer la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple, alarmes, détecteurs de gaz, injection d'air dans le biogaz...).</p>
Constats : <p>Constat fait le 14/12/22 : Zone ATEX bien identifiée.</p> <p>Les éléments visés dans le Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) fournis avant la visite tendent à démontrer que les équipements mis en place répondent aux exigences des zones ATEX.</p> <p>L'inspection ne s'est pas assurée, lors de l'inspection, de la correspondance des matériels présents avec les matériels cités dans le DOE)</p> <p>Le site étant en phase de finalisation des installations, l'ensemble des affichages n'est donc pas en place.</p> <p>Constat fait le 11/12/23 :</p> <p>Les zones ATEX sont bien identifiées.</p> <p>Dans les caissons présentant des risques ATEX des détecteurs de gaz sont bien présents.</p> <p>L'exploitant déclare que le sous-traitant en charge de leur entretien a bien effectué leur contrôle mais il n'a pas été en capacité de fournir les rapports de maintenance.</p>
Observations : <p>L'inspection rappelle que l'exploitant est responsable de son outil de travail et qu'il doit avoir connaissance de l'ensemble des opérations réalisé par ses sous-traitants.</p> <p>L'exploitant doit transmettre , sous un mois, les attestations de contrôle des détecteurs de gaz.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 8 : Injection d'air dans le biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 35
Thème(s) : Actions nationales 2022, Risques d'incendie et d'explosion
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 14/12/2022
Prescription contrôlée : <p>Lorsqu'il existe un dispositif d'injection d'air dans le biogaz destiné à en limiter par oxydation la teneur en H₂S, ce dispositif est conçu pour prévenir le risque de formation d'une atmosphère explosive ou doté des sécurités permettant de prévenir ce risque</p>
Constats : <p>Constat fait le 14/12/22 : : L'exploitant n'a pas rédigé les documents d'exploitation mais a, à sa disposition, les consignes écrites de ses fournisseurs.</p> <p>Un système d'injection d'air est installé. Le site étant en cours de construction, il n'y a pas de production de gaz.</p> <p>L'exploitant doit établir la consigne écrite sur l'utilisation et l'étalonnage du débitmètre d'injection d'air dans le biogaz.</p> Constat fait le 11/12/23 : <p>La surveillance de la teneur en H₂S est automatisée avec des mesures régulières du taux de H₂S et une injection d'O₂ (dispositif de sécurité permettant de prévenir le risque d'explosion) gérée suivant des valeurs seuils.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Phase de démarrage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 26
Thème(s) : Actions nationales 2022, Risques d'incendie et d'explosion
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 14/12/2022
Prescription contrôlée : <p>Lors du démarrage ou du redémarrage ainsi que lors de l'arrêt ou de la vidange de tout ou partie de l'installation, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour limiter les risques de formation d'atmosphères explosives. Il établit une consigne spécifique pour ces phases d'exploitation, à partir des consignes proposées et explicitées par le concepteur des installations. Cette consigne spécifie notamment les moyens de prévention additionnels, du point de vue du risque d'explosion, que l'exploitant met en œuvre pendant ces phases transitoires d'exploitation.</p> <p>Pendant ces phases, toute opération ou intervention de nature à accentuer le risque d'explosion est interdite.</p>
Constats : <p>Le démarrage a été réalisé sous la tutelle de l'installateur.</p> <p>L'exploitant déclare qu'à ce jour, il n'y a pas de consigne écrite.</p>
Observations : <p>L'inspection demande à l'exploitant de se conformer à la prescription en rédigeant l'ensemble des consignes prescrites lors du démarrage ou du redémarrage ainsi que lors de l'arrêt ou de la vidange de tout ou partie de l'installation.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 60 jours

N° 10 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 42, sauf :- Point I, alinéa 5, phrase 1- Point I, alinéa 6- Point II, alinéa 4
Thème(s) : Actions nationales 2022, Risques de pollution des milieux
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 14/12/2022
Prescription contrôlée : <p>I.-Tout stockage de matière entrantes ou de digestats liquides, ou de matière susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols, y compris les cuves à percolat, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <p>-100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</p> <p>-50 % de la capacité totale des réservoirs associés.</p> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>II.-La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au</p>

présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

III.-A l'exception des installations de méthanisation par voie solide ou pâteuse pour lesquelles les dispositions suivantes ne sont applicables qu'aux rétentions associées aux cuves de percolat, les rétentions sont pourvues d'un dispositif d'étanchéité répondant à l'une des caractéristiques suivantes :

-un revêtement en béton, une membrane imperméable ou tout autre dispositif qui confère à la rétention son caractère étanche. La vitesse d'infiltration à travers la couche d'étanchéité est alors inférieure à 10^{-7} mètres par seconde.

-une couche d'étanchéité en matériaux meubles telle que si V est la vitesse de pénétration (en mètres par heure) et h l'épaisseur de la couche d'étanchéité (en mètres), le rapport h/V est supérieur à 500 heures. L'épaisseur h, prise en compte pour le calcul, ne peut dépasser 0,5 mètre.

Ce rapport h/V peut être réduit sans toutefois être inférieur à 100 heures si l'exploitant démontre sa capacité à reprendre ou à évacuer le digestat, la matière entrante et/ ou la matière en cours de transformation dans une durée inférieure au rapport h/V calculé.

L'exploitant s'assure dans le temps de la pérennité de ce dispositif. L'étanchéité ne doit notamment pas être compromise par les produits pouvant être recueillis, par un éventuel incendie ou par les éventuelles agressions physiques liées à l'exploitation courante.

IV.-Le cas échéant, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

V.-Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

VI.-Pour les installations dont le dossier complet de demande d'autorisation a été déposé avant le 1er juillet 2021, l'exploitant recense dans un délai de deux ans à compter de cette date les rétentions nécessitant des travaux d'étanchéité afin de répondre aux exigences des dispositions du présent article. Il planifie ensuite les travaux en quatre tranches, chaque tranche de travaux couvrant au minimum 20 % de la surface totale des rétentions concernées. Les tranches de travaux sont réalisées au plus tard respectivement quatre, six, huit et dix ans après le 1er juillet 2021.

Constats :

A la suite de la visite d'inspection du 14/12/2022, l'inspection avait demandé à l'exploitant de justifier le caractère suffisamment étanche des rétentions mise en place.

L'exploitant déclare que des tests ont été réalisés mais qu'il n'était pas en capacité d'en fournir les résultats.

L'inspection constate que des éléments de rehausses ont été positionnés sur la cuve de chargement et de déchargement des effluents liquide afin de renforcer la sécurité, face au risque de pollution, sur ses phases de transfert.

Observations :

L'inspection demande à l'exploitant de transmettre les résultats des tests d'étanchéités des aires de chargement/déchargement des effluents liquides.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 60 jours

N° 11 : Isolement des eaux accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article 43, sauf alinéas 1
Thème(s) : Actions nationales 2022, Risques de pollution des milieux
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 14/12/2022
Prescription contrôlée : <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.</p> <p>En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.</p> <p>En cas de confinement interne dans des bâtiments couverts, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.</p> <p>En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif d'obturation à déclenchement automatique ou commandable à distance pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées.</p> <p>Ces dispositifs permettant l'obturation des différents réseaux (eaux usées et eaux pluviales) sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou les épandages accidentels. Ils sont clairement signalés et facilement accessibles et peuvent être mis en œuvre dans des délais brefs et à tout moment. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement.</p> <p>En l'absence de pollution préalablement caractérisée, les eaux confinées qui respectent les limites autorisées à l'article 44 peuvent être évacuées vers le milieu récepteur. Lorsque ces limites excèdent les objectifs de qualité du milieu récepteur visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement, les eaux confinées ne peuvent toutefois être rejetées que si elles satisfont ces objectifs. Dans le cas contraire, ces eaux sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.</p>
Constats : <p>Les éléments permettant le confinement des eaux de rétention sont en place et sont fonctionnels. L'exploitant déclare que la totalité des eaux sont récupérées et réinjectées dans le process. Lors de la visite, une pompe de relevage était en action.</p>
Observations : <p>L'inspection demande à l'exploitant d'écrire la consigne relative à l'exécution du pompage des eaux de la rétention, et de la lui faire parvenir sous un délai d'un mois.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 12 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2020, article Article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">lors de la visite d'inspection du 14/12/2022
Prescription contrôlée : Prescription contrôlée Un schéma de tous les réseaux d'eaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ..)- les secteurs collectés et les réseaux associés- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature(interne ou au milieu)
Constats : Un plan des réseaux de collecte des eaux à jour a été transmis (plan daté du 13/07/2023).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Dossier de conformité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/07/2020, article Article 1.7
Thème(s) : Situation administrative, Conformité
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">lors de la visite d'inspection du 14/12/2022
Prescription contrôlée : Avant le premier démarrage de l'installation, l'exploitant informe le préfet de l'achèvement des installations par un dossier technique établissant leur conformité aux conditions fixées par l'arrêté ministériel du 10 novembre 2009 modifié fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de méthanisation soumises à autorisation et par l'arrêté préfectoral d'autorisation.
Constats : Suite à la visite du 14/12/2022, l'inspection avait demandé à l'exploitant de transmettre les éléments concernant les stockages déportés absents du dossier transmis. A ce jour aucun élément, n'a été transmis. L'exploitant informe qu'un dossier Dig, visant à modifier le classement des Digestats d'Intrant agricole en un produit normalisé, est en cours et que cela modifiera les règles de stockage.
Observations : L'inspection demande à l'exploitant de transmettre les éléments permettant de compléter le dossier de conformité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 60 jours

N° 14 : Destruction du biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 10/11/2009, article article 10 (sauf alinéa 4)
Thème(s) : Risques accidentels, Risques d'incendie et d'explosion
Prescription contrôlée : L'installation dispose d'un équipement de destruction du biogaz produit en cas d'indisponibilité temporaire des équipements de valorisation du biogaz. Cet équipement est présent en permanence sur le site et est muni d'un arrête-flammes. Les équipements disposant d'un arrête-flammes conçu selon les normes NF EN ISO 16852 (de janvier 2017) ou NF ISO 22580 (de décembre 2020) sont présumés satisfaire aux exigences du présent article. ... Dans le cas d'une torchère asservie, l'exploitant tient à disposition de l'inspection les pressions de service de la torchère et d'ouverture des soupapes. ... Lorsque le torchage s'avère nécessaire en cas de dépassement de la capacité établie au précédent alinéa, la durée de torchage est recensée et versée au programme de maintenance préventive. Si dans le cours d'une année, et à l'exception des opérations de maintenance et des situations accidentelles liées à l'indisponibilité du réseau de valorisation en sortie d'installation, il est recensé plus de trois évènements de dépassement de capacité de stockage ayant impliqué l'activation durant plus de 6 heures d'une torchère ou à défaut d'une soupape de décompression, l'exploitant communique à l'inspection des installations classées un bilan de ces évènements, une analyse de leurs causes et des propositions de mesures correctives de nature à respecter les dispositions du précédent alinéa.
Constats : Le site est équipé d'une torchère fixe sur site. Son fonctionnement est automatique et asservi au niveau de remplissage du ciel gazeux ainsi qu'à sa pression. Sur cette première année de fonctionnement, elle a été utilisée le temps d'atteindre le niveau de qualité de gaz requis pour son injection dans le réseau ainsi que lors de panne du système de contrôle d'injection du distributeur de gaz. Il n'a pas été relevé d'évènements de dépassement des capacités de stockage.
Type de suites proposées : Sans suite